

Quand, si ce n'est maintenant ?

Trois actions que le G20 doit entreprendre maintenant pour protéger de la crise économique les populations pauvres du monde et bâtir un nouveau système de gouvernance économique et politique.

Il est temps d'agir

Les populations pauvres du monde ne doivent pas payer le prix de l'effondrement des marchés financiers. Sans action immédiate, des millions de personnes souffriront. Des femmes et des enfants pauvres paieront pour la folie financière, une idéologie tronquée et le pur intérêt personnel qui ont conduit à cette crise. Une grosse partie du fardeau sera portée par ceux qui sont le moins capables d'y faire face, que ce soit des familles pauvres expulsées de leurs foyers à Détroit, ou des enfants pauvres en train de mourir au Mali faute de soins médicaux de base.

Au moment où les dirigeants de 20 économies industrialisées et émergentes se rassemblent à Washington pour leur sommet d'urgence du G20, le 15 novembre, le bricolage à petite échelle et une simple retouche de finance mondiale ne sont pas suffisants. Les chefs d'Etats rassemblés pour le sommet du G20 doivent écouter l'appel de nombreuses personnes autour du globe, y compris Ban Ki-moon, Kofi Annan¹ et bien d'autres, pour avoir l'ambition et la volonté d'agir dès maintenant pour aider les plus pauvres. Toutes les décisions ne peuvent être prises aujourd'hui, mais il est possible de tracer les grandes lignes d'une vision ambitieuse - vision qui devra être suivie d'un travail au sein des Nations unies dans les mois à venir - afin de faire renaître rapidement des cendres de cette crise un nouveau système politique et économique juste et équitable, un système pour le 21^e siècle.

Oxfam appelle les dirigeants du G20 à entreprendre trois actions :

1. Honorer la promesse qu'a faite l'OCDE de ne pas réduire l'aide publique au développement et, au contraire, augmenter l'aide de 140 milliards de dollars supplémentaires pour atteindre immédiatement l'objectif des Nations unies de consacrer 0,7% du RNB à l'aide. De plus, il est nécessaire de répondre en urgence à des crises de liquidité dans les marchés émergents.

2. Réécrire les normes et les réglementations financières mondiales afin que les marchés fonctionnent pour tous et non pas seulement pour une minorité, en incluant la lutte contre les paradis fiscaux et en s'orientant vers un système de taux de change plus stable.
3. Créer un nouveau système de gouvernance mondial démocratique, afin de s'attaquer aux crises économiques, alimentaires et énergétiques.

Les économies les plus pauvres seront durement touchées par la crise économique et financière

Les pays pauvres paieront au prix fort les conséquences de la tourmente financière de ces dernières semaines, à moins que des actions ne soient entreprises immédiatement. Le scénario le plus probable est qu'une récession profonde et prolongée ait déjà commencé à s'installer aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, et qu'elle atteindra les pays et les populations les plus pauvres de multiples façons. L'Organisation internationale du travail estime que 20 millions de personnes supplémentaires seront au chômage avant fin 2009, et que le nombre de travailleurs vivant avec moins d'un dollar par jour augmentera de 40 millions; le nombre de ceux qui vivent avec moins de deux dollars par jour pourrait quant à lui augmenter de plus de 100 millions.²

Le pire est à venir

Les pays pauvres subissent déjà de plein fouet l'impact de l'augmentation vertigineuse des prix des denrées alimentaires et du pétrole, en plus des sécheresses, inondations et autres phénomènes climatiques de plus en plus fréquents. Les hausses de prix des céréales ont coûté aux économies en voie de développement 324 milliards de dollars l'année dernière – soit plus de trois fois ce qu'elles reçoivent en aide.³ La Banque mondiale estime que la crise alimentaire pourrait faire basculer 100 millions de personnes dans la pauvreté.⁴ Les prix de l'alimentaire et du pétrole ont diminué ces derniers mois mais le prix des denrées alimentaires est encore 51% plus élevé qu'il y a deux ans.⁵ L'extrême volatilité des prix est ingérable pour des économies fortement dépendantes des produits de base et pour les foyers sans ressources et accès aux services sociaux.

Aujourd'hui, bien que la crise actuelle ne soit pas encore devenue une récession à grande échelle, les pays en voie de développement sont déjà touchés de multiples façons.

Moins d'investissements, effondrement des devises et assèchement du crédit

Dans les économies riches, les investisseurs institutionnels comme les banques ou autres gestionnaires de fonds récupèrent frénétiquement de l'argent partout où cela est possible, afin de couvrir l'augmentation significative des coûts de leurs propres emprunts. L'Institut de finance internationale prévoit une baisse de 30% des flux nets de capitaux privés vers les marchés émergents.⁶ Ce phénomène est d'ors et déjà visible en Afrique du Sud, où les sorties d'argent des investisseurs, combinées avec la baisse des prix des matières premières, ont provoqué une perte de 30% de la valeur du Rand par rapport au dollar depuis début septembre.⁷ Ce phénomène est à son tour affecté par la spéculation sur les devises qui augmente la volatilité. Les marchés boursiers dans les pays émergents ont connu une plus forte baisse que dans les pays développés ; l'indice « MSCI Marchés Emergents » a perdu deux tiers de sa valeur au cours des 12 derniers mois. Les petites entreprises des pays en voie de développement vont elles aussi rencontrer de plus en plus de difficultés pour avoir accès au crédit par le biais des banques nationales.

Le crédit huile également les rouages du commerce international; lorsqu'il s'assèche, les rouages ralentissent. Même si l'offre et la demande sont suffisants, les négociants, en particulier dans les pays en voie de développement, rencontrent des difficultés croissantes pour obtenir les crédits et les assurances nécessaires pour effectuer les transactions commerciales. Le Baltic Dry Index, un indicateur des coûts du transport maritime qui sert de mesure d'évaluation pour les flux du commerce international, a perdu plus de 92 pour cent de sa valeur depuis mai.

Impact de la récession sur les investissements directs à l'étranger, le commerce et les exportations

Si, comme cela semble probable, une profonde récession frappe les pays développés, le commerce – qui représente plus de la moitié de la production économique mondiale⁸ et fournit des revenus d'exportation vitaux pour beaucoup de pays en voie de développement – sera touché encore plus profondément. Ce sont les pays comme le Vietnam, où l'exportation représente plus de 73 pour cent du PIB,⁹ qui souffriront le plus. Quand les exportations de la Chine en direction des Etats-Unis et de l'Europe se mettront à diminuer, il en sera de même de sa demande en denrées de base, qui contribue pour beaucoup à la croissance récente de l'Amérique du Sud et de l'Afrique. Même si une action immédiate de la Chine en vue d'augmenter sa demande intérieure pourrait être bénéfique, comme l'a été l'augmentation de son investissement dans les soins de santé publics, son taux de croissance continuera immanquablement de chuter, avec des conséquences pour tous ses partenaires commerciaux. Une récession dans l'OCDE conduira presque certainement à une chute de l'investissement direct étranger dans les pays en voie de développement car celui-ci était en progression constante et contribuait de façon importante à la croissance.

Effondrement des revenus transférés

Un ralentissement dans les pays développés affecterait également de façon défavorable les revenus liés au transfert de l'épargne des migrants. Les immigrés envoient des sommes d'argent importantes vers leurs pays d'origine ; ces sommes transférées en direction des pays en voie de développement ont atteint 251 milliards de dollars en 2007, plus du double du montant de l'Aide publique au développement.¹⁰ Mais quand les opportunités de travail dans les pays développés s'amenuiseront et que les coûts de la vie augmenteront, les revenus transférés aux pays en voie de développement par les immigrés économiques seront durement touchés. Cette année, pour la première fois, on prévoit une diminution de la contribution réelle des revenus transférés dans les foyers d'Amérique Latine et des Caraïbes.¹¹ La Banque centrale du Mexique a enregistré une baisse des revenus transférés de 12 pour cent en août 2008 par rapport à août 2007¹². Au Salvador, une personne sur cinq vit avec moins d'un dollar par jour et les revenus transférés représentent 18% du PIB.

Services sociaux minimaux insuffisants ou inexistant

Les pressions exercées dans nombre de pays en voie de développement sont similaires à celles des pays riches, mais les ressources pour y faire face sont nettement inférieures. Beaucoup de gouvernements de pays pauvres confrontés à des taux de croissance en baisse et des sources de financement réduites seront contraints de réduire leurs dépenses publiques. Parmi les dépenses publiques les plus exposées aux coupes budgétaires se trouvent les investissements en projets d'infrastructures vitaux, les programmes de santé et les mécanismes de protection sociale. Ces mêmes programmes sociaux sont ceux dont les personnes vivant dans la pauvreté ont le plus besoin pendant en période de crise. Sans eux, des millions de personnes seront incapables d'assurer leurs besoins fondamentaux. La pauvreté et les inégalités seront exacerbées et

ce seront les femmes et les enfants qui en souffriront le plus puisqu'ils devront trouver par eux-mêmes les ressources et les services que leurs gouvernements ne peuvent leur fournir. Par exemple, lorsque les soins médicaux fondamentaux et les services sociaux sont inexistantes, ce sont les femmes qui prennent sur elles tout ce poids supplémentaire, car ce sont elles qui s'occupent généralement des enfants, des malades et des personnes âgées appartenant à leurs familles. Pour les plus jeunes d'entre elles, ceci s'effectue souvent aux dépens de leur éducation. Lorsque les familles doivent déboursier des frais scolaires à cause des coupes budgétaires, ce sont les filles qui en sont les victimes, car le rôle d'une femme est généralement « de rester à la maison ». De plus, les parents savent très bien que les hommes trouvent du travail plus facilement que les femmes, et les familles sans argent donnent généralement la priorité à l'éducation de leurs fils aux dépens de celle de leurs filles.¹³ Sans une action rapide, la répercussion économique des chocs actuels sera durement ressentie, et pendant très longtemps, par les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Cinq ans après la crise qui frappa l'Asie de l'Est en 1997, la moitié des pauvres résidant en Indonésie, le pays le plus atteint, l'étaient devenus précisément à cause de cette crise.¹⁴ Des millions de femmes indonésiennes qui travaillaient dans l'industrie de l'exportation ont été licenciées avant les hommes, et par conséquent forcées de retourner dans les villages et de trouver du travail dans le secteur informel ou d'immigrer.

Malgré ce pronostic peu encourageant, une action immédiate et décisive, entreprise par les dirigeants du G20 et basée sur les leçons apprises des crises passées, pourrait aider à éviter ces impacts et à atténuer les dégâts potentiels.

Mobiliser les ressources financières et le crédit pour aider les pays pauvres dès aujourd'hui

En octobre dernier, le président de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE) a lancé un appel à l'ensemble des pays riches afin qu'ils respectent leurs promesses d'aide en ces temps de crise, comme l'ont déjà fait la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International, le Secrétaire général des Nations unies et le président Bush. Les membres de l'OCDE doivent s'y engager publiquement lors du sommet des Nations Unies pour le Financement du développement qui se tient en décembre à Doha. Tenir ses promesses d'aide au développement pour les pays pauvres est un minimum non négociable alors que les conséquences de la crise financière dans ces pays militent d'ores et déjà pour des augmentations exceptionnelles de cette même aide. Ces derniers mois, les nombreux plans de sauvetage des banques sont la preuve vivante que les gouvernements des pays riches peuvent se rassembler pour trouver des solutions accompagnées de centaines de milliards de dollars en un temps record, lorsqu'ils le jugent nécessaire. L'ensemble de l'aide internationale aux pays en voie de développement a représenté l'année dernière 104 milliards de dollars. En comparaison, les Etats-Unis et l'Union européenne ont mobilisé 30 fois ce montant (environ 3 000 milliards de dollars) ces derniers mois pour sauver leurs banques. Augmenter l'aide est indispensable pour aider les pays pauvres à se développer et. Dans l'immédiat, elle est absolument vitale pour leur permettre de faire face à l'impact de la crise financière sur leurs économies, notamment en évitant les crises de la balance des paiements. Les pays pauvres ne sauraient payer les pots cassés d'une crise globale qu'ils n'ont pas contribué à créer.

Bien avant le début de la crise, la majorité des pays riches avait déjà renoncé à ses engagements en matière d'augmentation de l'aide publique au développement, qui continue de diminuer pour la deuxième consécutive. L'Italie et la France ont ouvert la voie, en dépit du renouvellement de leurs promesses d'augmentation cet été lors du

dernier G8 à Hokkaido, : la France en ne consentant qu'une infime augmentation de son budget d'aide publique au développement pour les trois prochaines années et l'Italie en annonçant des coupes budgétaires significatives. Les critiques généralisées n'ont pas détourné le Premier ministre Berlusconi de son intention de réduire considérablement l'aide, alors que l'Italie s'apprête à présider le G8 en 2009.¹⁵

Dans un contexte de récession économique dans les pays riches, les coupes budgétaires de l'aide publique au développement risquent de devenir un épouvantail agité par les hommes politiques pour démontrer que leur priorité va à la solidarité nationale en temps de crise. En réalité les montants concernés sont tellement infimes pour les pays riches, qu'il ne s'agit guère plus que d'un jeu politique destiné aux spectateurs. Pourtant aussi faibles que soient les montants de cette aide, leur perte se comptera en nombre de vies humaines. Réduire les montants de l'aide au développement signifie moins d'argent pour les crises humanitaires comme celles du Darfour ou de la République Démocratique du Congo. Cela signifie aussi des sommes moins importantes pour fournir les médicaments permettant de sauver les millions de personnes qui vivent avec le VIH / SIDA ; cela signifie des filles et des garçons qui n'iront plus à l'école ; cela signifie des enfants qui risquent quotidiennement leurs vies en buvant de l'eau non-potable.

Aucune excuse n'est valable pour renoncer à l'objectif de consacrer 0,7 % du RNB (Revenu national brut) à l'aide publique au développement ou pour diminuer le niveau actuel de l'aide au moment même où les pays pauvres en ont le plus besoin. Aucun pays du G7 n'a, à ce jour, atteint l'objectif des 0,7 %. La réalisation de cet objectif ne représenterait pour les pays riches de l'OCDE que 140 milliards de dollars d'aide supplémentaire par an : une fraction infime du coût du renflouement des banques et un puissant stimulant pour les pays en voie de développement au moment où ils en ont le plus besoin. Au-delà de cette possible action immédiate, une taxe de 1% sur les transactions des devises – comme celle qui fut proposée à l'origine par Tobin – devrait être approuvée comme faisant partie du processus de réforme financière afin d'augmenter les fonds destinés à assister les pays en voie de développement ; ceci permettrait de réunir dix milliards de dollars.

Plus de flexibilité dans les budgets et arrêt des conditionnalités macroéconomiques

Il est urgent de soutenir une flexibilité accrue de la balance des paiements afin d'encourager la demande, de protéger les dépenses sociales et de stimuler les activités économiques. Ce soutien ne devrait pas être associé à des conditionnalités de réformes de l'économie intérieure; il ne devrait y avoir aucune autre condition que l'engagement de dépenser les ressources de manière transparente et responsable. Les antécédents du FMI ont trop souvent montré que les impacts des changements économiques forcés ont des répercussions désastreuses sur les populations pauvres. Le FMI ne devrait en aucun cas promouvoir des politiques extrêmes en matière d'inflation ou de micro-management, comme ce fut le cas pendant la crise de l'Asie de l'Est en 1997. Malgré la nécessité de stimuli fiscaux pour les gouvernements, les conditions du FMI rattachées au prêt à la Hongrie semblent extrêmement similaires aux programmes modèles proposés à l'Asie de l'Est : une profonde réduction de la fiscalité.¹⁶ Le FMI ne devrait pas non plus forcer les pays à déréglementer leur secteur financier ou à démanteler les contrôles de capitaux. Il ne devrait imposer aucune autre condition que celle de dépenser les ressources de manière transparente et responsable.

Ce n'est pas seulement la meilleure chose à faire, c'est aussi la plus judicieuse. Il y a beaucoup à faire pour stimuler la demande en permettant à l'économie mondiale de rester à flot tout en évitant en même temps les conflits, l'insécurité et l'augmentation de

la violence que les chocs économiques peuvent provoquer. La crise permettra également à certains pays de passer à un développement pauvre en carbone, une situation dans laquelle tout le monde sera gagnant, qui stimulera l'économie et qui s'attaquera au changement climatique. Pour les mêmes raisons, les pays en voie de développement du G20 qui ont constitué une épargne importante devraient également jouer leur rôle en aidant les autres pays en voie de développement à survivre à cette crise économique.

De nouvelles règles du jeu pour que le marché profite au plus grand nombre et non à une minorité

L'actuelle crise financière a révélé les failles du système des marchés financiers. Ces marchés devraient être au service du développement économique mondial et connecté à l'économie réelle en mobilisant les réserves, en affectant du capital et en gérant les risques. Au lieu de cela, ils ont massivement augmenté les risques et ont amené le monde au bord d'une récession économique prolongée.

Cette crise montre clairement les limites de la libéralisation du marché. En tant qu'idéologie, elle ne concerne pas seulement les marchés financiers, mais elle prétend offrir une série de principes directifs ayant pour but d'organiser l'ensemble de l'économie et la société. Les gouvernements sont trop souvent dépeints comme étant inefficaces et corrompus et le secteur privé comme étant toujours irréprochable et efficace. Selon ce point de vue, les gouvernements doivent privatiser, libéraliser et en quelque sorte disparaître pour « libérer la puissance du marché ».

Cette pensée nous laisse en héritage un monde marqué par des inégalités de plus en plus criantes où deux banquiers peuvent gagner en une seule année plus que le Malawi ne dépense pour son système de santé tout entier.¹⁷

Cette idéologie et les puissants intérêts qu'elle dessert permis au moteur de s'emballer sans personne pour conduire l'engin, au cours de ces trente dernières années. Le marché n'aurait jamais dû devenir une fin en soi : il doit servir la société et ne pas en être le maître.

La croissance économique et le système du marché peuvent assurer la prospérité et, sans eux, il serait impossible de mettre fin à la pauvreté. Mais dans cette perspective, la puissance du marché doit être contrôlée et orientée pour redistribuer les biens publics et sociaux. L'état a un rôle actif à jouer dans la stabilité économique, dans la promotion du commerce, dans l'atténuation des excès du marché, dans la redistribution des richesses, dans le combat contre les inégalités et dans la possibilité d'offrir des services publics gratuits de qualité – en particulier pour la santé et l'éducation –, dans la conservation des opportunités d'emploi et la construction d'un futur durable et respectueux de l'écologie pour tous les citoyens.

Ces dernières semaines, les interventions massives des gouvernements ont démontré que pendant les périodes de crise, les dirigeants des pays riches ne pratiquent pas ce qu'ils ont prôné auprès des autres pendant des décennies. Quand la crise financière a frappé l'Asie de l'Est en 1997, le FMI a contraint de nombreux pays à réduire les dépenses, déréglementer et libéraliser, c'est-à-dire l'exact opposé des actions prises ces dernières semaines par les pays riches pour poursuivre leurs politiques fiscales, renforcer leur réglementation et augmenter l'intervention des gouvernements.

Une réglementation mondiale pour s'attaquer aux paradis fiscaux

Les dirigeants mondiaux devraient agir immédiatement pour développer une nouvelle institution réglementaire internationale dont le but serait d'empêcher de futures crises

financières et de protéger les intérêts des travailleurs, des consommateurs, et de l'environnement. Les organisations ou les dispositions telles que le Forum de stabilité financière,¹⁸ ou Bâle II,¹⁹ sont manifestement inadéquates et elles ne sont pas non plus représentatives. Cette nouvelle organisation devrait agir de façon compensatrice, en s'assurant que de l'argent soit mis de côté aux époques de prospérité et qu'il soit utilisé pendant les périodes de creux, afin de minimiser les hauts et les bas. Elle devrait également être globale.

De nouvelles règles devraient couvrir non seulement le secteur bancaire, mais aussi le système financier parallèle : les fonds d'arbitrage et les fonds d'investissement. Elle devrait commencer par appliquer une réglementation internationale plus stricte en ce qui concerne les réserves de capitaux et faire respecter des règles de transparence plus précises. Les pays devront également reconsidérer et réviser les dizaines de traités commerciaux et les centaines de traités d'investissement bilatéraux qui restreignent actuellement les politiques d'orientation des capitaux et mettre en place des conditions plus adaptées à l'investissement étranger. Le G8 devrait également se prononcer pour que les pays riches réduisent leurs exigences envers les pays en voie de développement au sein de l'OMC afin de permettre des règles commerciales plus justes. Il faudrait également convenir d'un mécanisme d'arbitrage transparent pour empêcher de futures crises de la dette. Une réglementation et une transparence plus importantes sont des mesures qui rencontreront une grande résistance, alors que les partisans de la discrétion et de la déréglementation n'ont jamais été aussi fragiles qu'aujourd'hui. Mais elles ne verront probablement jamais un soutien public plus important qu'aujourd'hui. Les dirigeants doivent agir de concert pour mettre fin aux paradis fiscaux qui, dans le monde entier, ont encouragé une compétition fiscale entre les pays vers le bas.²⁰ Dans d'autres pays, la réglementation ne fonctionnera jamais tant que les paradis fiscaux permettront de contourner les lois. La fraude fiscale n'est certainement pas un problème réservé uniquement aux pays riches, car les paradis fiscaux font perdre aux pays en voie de développement de 350 à 500 milliards de dollars de ressources vitales chaque année – ressources qui pourraient être dépensées pour financer le recrutement de professeurs, d'infirmières et de médecins.²¹ Les Ministres des finances autant des pays riches que des pays pauvres ont tous intérêt à arrêter l'hémorragie des recettes fiscales. Barack Obama a déclaré vouloir agir sur les paradis fiscaux, tout comme l'ont déclaré récemment les gouvernements français et allemand. Pour Gordon Brown, ce sera un test, car il devra se battre contre la puissance de la City de Londres. La construction d'un système financier mondial plus juste et transparent ne peut se passer de cette action résolue.

Fin de l'instabilité du taux de change

Au-delà de la régulation, le monde devrait agir pour s'attaquer aux déséquilibres mondiaux, et il devrait chercher à limiter l'instabilité des taux de change. Les déséquilibres insensés du système mondial actuel, où les économies de la Chine s'élèvent à 2 000 milliards de dollars (quasiment le double du PIB du Canada²²) et la dette des Etats-Unis à 10 000 milliards de dollars, résultent en partie de l'utilisation du dollar comme fonds de réserve, ce qui permet aux Etats-Unis de devenir l'emprunteur du dernier recours, et aux épargnants chinois et indiens de prêter leur argent aux consommateurs des pays riches. Au cours des trois décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale, la croissance réussie des pays en voie de développement était due à un taux de change moins instable, notamment grâce aux accords conclus à la Conférence de Bretton Woods. L'investissement, le commerce et le développement sont avantagés quand l'activité économique se fonde sur des prévisions précises, à la fois sur le moyen et sur le long terme. Les mécanismes visant à réduire l'instabilité des

marchés des changes devraient être le composant fondamental d'un nouveau système économique.²³

Le Consensus de Washington est un échec, même à Washington

Au-delà de la réforme des marchés financiers, cette rupture avec le libéralisme devrait se refléter dans d'autres domaines clés de l'économie. Les politiques jusqu'au-boutistes du libre marché consistant à libéraliser, à privatiser et à réduire les dépenses du gouvernement ont rendu vulnérables les pays en voie de développement et les ont rendus encore moins capables de faire face à la crise qui les touche. Dans le domaine de l'agriculture par exemple, la désastreuse libéralisation massive des années 1990 devrait être inversée ; les gouvernements des pays en voie de développement devraient pouvoir de nouveau intervenir dans les marchés agricoles à travers des mesures telles que le contrôle des prix, les achats publics, les subventions sur les financements de l'agroalimentaire, et s'assurer que partout où cela est possible, la nourriture soit disponible en suffisance. De la même façon, les soins médicaux de base qui sont payants dans les pays les plus pauvres et la promotion de la gestion privée devraient être abandonnés au profit de prestations publiques gratuites. La Chine se dirige déjà dans ce sens suite à la désastreuse privatisation partielle de son système de santé qui a contribué à une hausse des taux de mortalité infantiles dans les zones rurales pauvres.²⁴ Dans ces domaines essentiels et dans d'autres, une vision plus saine devrait émerger, celle d'une économie mixte où l'état a un rôle actif à jouer dans la promotion du développement. Le Consensus de Washington est un échec même à Washington, et il ne doit plus être imposé aux pays les plus pauvres.

Constuire un nouveau système représentatif de gouvernance mondiale pour s'attaquer aux crises économique, climatique, alimentaire et énergétique

La crise économique le montre, s'il le fallait encore : les institutions multilatérales du 20^e siècle sont incompatibles avec le monde du 21^e siècle. Elles sont simplement incapables de gérer les multiples crises qui nous touchent actuellement, qu'elles soient relatives à la finance, à l'alimentaire, aux énergies ou au climat. Nous faisons face aujourd'hui aux plus grands défis collectifs de l'histoire de l'humanité, ainsi qu'à une nouvelle ère de restrictions qui aura des répercussions profondes sur la façon dont nous vivons. De notre capacité à prendre les bonnes décisions au cours de la prochaine décennie, et même au-delà, déterminera si oui ou non, nous aurons un futur.

Certains commentateurs prévoient aujourd'hui que la Chine, déjà en passe de devenir la plus grande puissance économique d'ici 2025,²⁵ pourrait, suite à la crise, dépasser la zone Euro et devenir la seconde puissance économique mondiale dès 2013.²⁶ Nous allons rapidement dans le sens d'un monde plus intégré et plus interdépendant économiquement, mû par une géopolitique multipolaire. Les dirigeants mondiaux se trouvent face à un choix : se retrancher dans un isolationnisme politique et économique dangereux et non viable qui sème la discorde, ou agir pour mettre au point de nouvelles politiques mondiales qui dirigeront l'économie, combattront le changement climatique et relègueront la pauvreté dans les livres d'histoire.

Le G20 n'est pas un organisme de gouvernance mondiale légitime, mais c'est une amélioration du G8, et il peut être un important forum informel pour la coordination et l'action rapide entre les acteurs les plus puissants de l'économie mondiale. L'ère où les dirigeants de la Chine, de l'Afrique du Sud, du Brésil et d'autres nations en voie de développement pouvaient simplement être convoqués au G8 pour la séance de photos annuelle est dépassée. Le monde a urgemment besoin d'un dialogue économique et

diplomatique structuré et régulier qui intègre la majeure partie des pays en voie de développement au sein d'un G8 élargi. En même temps, ces rencontres ne doivent pas isoler, mais au contraire à favoriser la réforme et le renforcement de l'Assemblée générale des Nations unies en tant qu'unique source légitime de gouvernance mondiale, basée sur des principes de transparence, de responsabilité et de représentation. Le groupe de travail de l'ONU sur la crise financière devrait jouer un rôle déterminant dans l'élaboration de propositions de réformes.

Les mandats et les pouvoirs de la Banque mondiale et du FMI devraient être minutieusement révisés et réformés, et des compétences plus étendues devraient être déléguées aux institutions territoriales. Non seulement ils n'ont pas fait partie de la solution, mais pendant de nombreuses années, ils ont été une part centrale du problème – en étant des promoteurs ardents de ce fondamentalisme du marché qui nous a mené à la crise actuelle. Les conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI devraient être radicalement restructurés. Les réformes de l'année dernière, qui ont augmenté le nombre de voix des pays en voie de développement de seulement 2%, étaient honteusement inadéquates. La situation actuelle, où la Belgique a plus de voix au conseil du FMI que la Chine, est indéfendable. Les Etats-Unis doivent abandonner leur veto aux conseils de la Banque mondiale et du FMI. Les européens, qui occupent maintenant un tiers des sièges aux conseils doivent faire des concessions majeures en faveur des pays en voie de développement. Un minimum pour la Chine et les autres nations en voie de développement car ils ouvrent l'accès à d'énormes réserves. C'est seulement avec cette restructuration radicale de sa gouvernance et l'abandon des mesures économiques désastreuses appliquées ces trente dernières années que le FMI pourra commencer à jouer un rôle constructif dans la règlementation des déséquilibres mondiaux et devenir le prêteur de la dernière chance.

Des institutions internationales renforcées doivent non seulement mettre en valeur les économies nouvelles les plus importantes, mais elles devraient également permettre aux pays à faibles revenus, y compris ceux d'Afrique sub-saharienne, de s'y faire une place. Il faut par exemple permettre à l'Union Africaine d'adhérer totalement au G20, comme c'est le cas pour l'Union européenne. Les pays les plus pauvres continueront d'être les plus gros clients de la Banque mondiale, particulièrement dans les années à venir, et ils doivent avoir leur mot à dire dans la gouvernance de cette institution et du FMI.

Conclusion

Rien de tout cela ne sera facile. Il faudra en particulier que les dirigeants européens, le Japon et Barack Obama, à peine élu président des Etats-Unis, mettent au point des mesures pour, dès à présent, partager leur autorité dans le but de construire un monde stable, juste et équitable pour les générations futures. Les raisons qui guident une telle direction sont identiques à celles qui ont vu le New Deal émerger de la Grande Dépression, mais cette fois la réponse doit être à la fois mondiale et écologique.

Les crises peuvent empêcher les dirigeants de prendre des risques, mais elles peuvent également engendrer de la créativité et de la bonne volonté de la part de ces mêmes dirigeants. Dans ce type de situation, ils peuvent prendre des mesures spectaculaires comme le G7 l'a montré ces dernières semaines en nationalisant efficacement les banques. Voici venu le temps de l'ambition et de l'action collective. Récemment, nous avons entendu des rhétoriques fortes de la part de beaucoup de dirigeants, et certains accueillent chaleureusement les principes généraux exposés brièvement par les Européens à l'occasion de leur sommet préparatoire. Maintenant, nous avons besoin

d'une action rapide pour soutenir la demande et minimiser la dette de la récession, et une réforme fondamentale suivra.

L'acceptation peu enthousiaste de réglementations financières fragmentaires inventées par les pays riches n'est pas acceptable. A Washington, le Brésil, la Chine, l'Afrique du Sud et d'autres pays en voie de développement membres du G20 devront prendre leurs responsabilités et appeler à une réforme fondamentale de la gouvernance mondiale et à un nettoyage radical de la finance internationale. Ils devront être solidaires avec tous les pays en développement, y compris les plus pauvres, et reconnaître les demandes des citoyens du Nord et du Sud afin de construire un monde juste qui fait passer les personnes et la planète avant le profit à court terme et le désastre à long terme.

Notes

- ¹ <http://www.ft.com/cms/s/0/c9c35622-a6a6-11dd-95be-000077b07658.html>
- ² **Organisation Internationale du Travail** (2008) 'ILO says global financial crisis to increase unemployment by 20 million', www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Press_releases/lang-en/WCMS_099529/index.htm
- ³ **Oxfam International** (2008) 'Climate Wrongs and Human Rights', Oxfam Briefing Paper 117, www.oxfam.org.uk/resources/policy/climate_change/downloads/bp117_climatewrongs.pdf
- ⁴ **Banque mondiale** (2008) 'Food Price Crisis Imperils 100 Million in Poor Countries, Zoellick Says', <http://go.worldbank.org/5W9U9WTJB0>
- ⁵ **Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture** (2008) 'World Food Situation', www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/en/
- ⁶ **Institut de finance internationale** <http://www.iif.com/>
- ⁷ **Economist** http://www.economist.com/world/mideast-africa/displaystory.cfm?story_id=12516656
- ⁸ **Banque mondiale** (2008) 'World Development Indicators 2008'
- ⁹ **Banque mondiale** (2008) 'World Development Indicators 2008'
- ¹⁰ **Ratha, D., Mohapatra, S., Vijayalakshmi, K.M., et Xu, Z.** (2008) 'Revisions to Remittance Trends 2007', http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1110315015165/MD_Brief5.pdf
- ¹¹ **Banque Interaméricaine de Développement** (2008) 'IDB estimates of 2008 remittance flows to Latin America and the Caribbean', <http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=1662094>
- ¹² **Gomez Sparrow, V.** (2008) 'Remesas a México sufren peor caída mensual en agosto', http://espanol.news.yahoo.com/s/reuters/081001/negocios/negocios_economia_mexico_remesas
- ¹³ **Ravallion, M.** (2008) 'Bailing out the world's poorest', Policy Research Working Paper 4763, World Bank, http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&piPK=64165421&theSitePK=469372&menuPK=64166093&entityID=000158349_20081029084618&cid=decresearch
- ¹⁴ **Ravallion, M.** (2008) 'Bailing out the world's poorest', Policy Research Working Paper 4763, World Bank, http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&piPK=64165421&theSitePK=469372&menuPK=64166093&entityID=000158349_20081029084618&cid=decresearch
- ¹⁵ Si ces réductions sont accordées, l'approbation de l'Aide officielle au développement du Ministère italien des Affaires Etrangères sera de 407 dollars. En 2006/07 le programme total de dépenses d'Oxfam International, à l'exclusion des coûts de management, représentait 705 millions de dollars. (www.oxfam.org/files/OI-annual-report-2007-en.pdf)
- ¹⁶ Bretton Woods Project, pers com.
- ¹⁷ Le Malawi dépense chaque année 118 millions de dollars pour son système de santé (Source: Ministère de la Santé du Gouvernement du Malawi) Les employés de Barclays Bob Diamond et Roger Jenkins ont gagné au moins 61 millions de dollars en 2007, boni et actions compris. (www.guardian.co.uk/business/2008/oct/10/executivesalaries-creditcrunch). Au taux de change de décembre 2007, cela équivaut à 123 millions de dollars.

-
- ¹⁸ Le **Forum de Stabilité Financière** est un groupe constitué des autorités financières nationales majeures telles que les ministères de l'économie et des finances, les banques centrales, et les organismes financiers internationaux. Le Forum a été fondé en 1999 pour promouvoir la stabilité financière internationale. Sa fondation est le résultat de discussions entre les Ministères des Finances et les gouverneurs de banques centrales de pays du G7 et d'une étude qu'ils ont commandée.
- ¹⁹ **Bâle II** est le Nouvel Accord de Bâle, une recommandation sur les lois bancaires et les régulations émises par le Comité de Bâle sur le Contrôle Bancaire. Le but de Bâle II, initialement publié en juin 2004, est de créer une norme internationale que les régulateurs bancaires peuvent utiliser quand ils créent des réglementations concernant les capitaux que les banques ont besoin de mettre de côté pour se protéger contre les types de risques financiers et opérationnels auxquels elles sont confrontées.
- ²⁰ Les centres offshore des paradis fiscaux offrant des taxes minimales et une réglementation limitée ont contribué au malaise actuel en ébranlant la réglementation dans le monde entier. Dans le cadre des réformes du marché financier, les pays devraient adopter et mettre en application le Code de conduite de l'ONU visant à intensifier la coopération internationale contre la fraude fiscale (ECOSOC) et qui assure entre autre une plus grande transparence financière, un échange complet des informations fiscales entre les autorités et l'interdiction des trusts et autres instruments légaux permettant de cacher l'origine et la propriété du capital. De plus, les corporations multinationales devraient entreprendre un reporting financier pays par pays, étendant ainsi le modèle de plus en plus appliqué dans le secteur de l'industrie extractive dans le cadre de l'ITIE (Initiative de Transparence des Industries Extractives).
- ²¹ Selon Raymond Baker (Global Financial Integrity) et la Banque mondiale (<http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/Star-rep-full.pdf>), les flux illicites sortant des pays en développement représentent 500 à 800 milliards de dollars par an. Cela inclut les flux 1) criminels, 2) de corruption et 3) commerciaux. Si l'on considère uniquement les flux commerciaux (la fraude fiscale essentiellement), ce chiffre représente une perte de 350-500 milliards par an pour les pays en voie de développement.
- ²² Le PIB du Canada est de 1 200 milliards de dollars (**Banque mondiale** 2008) 'World Development Indicators 2008')
- ²³ Une idée potentielle pourrait venir de la proposition faite à l'origine par Keynes en 1944 pour la création d'une Agence internationale de crédit. Elle centraliserait les actifs de réserve des gouvernements pour constituer un mélange de devises, mesurées par le volume commercial de chaque pays. Cela signifie que les Etats Unis n'auraient plus le rôle de banquier du monde. Les prêts aux Etats Unis (bons du trésor) ne serviraient plus comme réserve de devises principale. Ces prêts bon marché ont alimenté la consommation américaine et le déficit américain, et ont été financés dans la majeure partie par ces pays qui abritent des millions de personnes pauvres, comme la Chine et l'Inde. L'AIC aurait également un rôle international de « prêteur de la dernière chance » et servirait à réduire le volume des flux spéculatifs entre les pays. Pour plus d'informations sur cette idée, voir www.guardian.co.uk/commentisfree/2008/oct/21/globalisation-brettonwoods
- ²⁴ **Blumenthal, D. and Hsiao, W.** (2005) 'Privatization and Its Discontents — The Evolving Chinese Health Care System', *The New England Journal of Medicine* 353(11): 1165-1170, <http://content.nejm.org/cgi/content/full/353/11/1165>
- ²⁵ **Hawksworth, J. and Cookson, G.** (2008) 'The World in 2050: Beyond the BRICs – a broader look at emerging market growth prospects', PricewaterhouseCoopers LLP, [www.pwc.com/extweb/pwcpublishations.nsf/docid/146E4E4D52487154852573FA0058A179/\\$file/world_2050_brics.pdf](http://www.pwc.com/extweb/pwcpublishations.nsf/docid/146E4E4D52487154852573FA0058A179/$file/world_2050_brics.pdf)
- ²⁶ **PricewaterhouseCoopers LLP** (2008) 'Asymmetrical global economic downturn data tables 29.10.08', www.ukmediacentre.pwc.com/imagelibrary/detail.asp?MediaDetailsID=1282

© Oxfam International, novembre 2008

Ce document a été rédigé par Max Lawson et Richard King. Oxfam remercie les personnes suivantes pour leur assistance dans sa réalisation: Peter Chowla, Alex Wilks, Sebastien Fourmy, Celine Charveriat et Duncan Green. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
info@IntermonOxfam.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice.

<p>Oxfam America (Etats-Unis) 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, (Etats-Unis) Tél: +1 617-482-1211 (Toll-free +1 800-77-OXFAM) E-mail: info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org</p>	<p>Oxfam Hong Kong 17/fl., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tél: +852 2520 2525 E-mail: info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk</p>
<p>Oxfam Australia 132 Leicester St., Carlton, Victoria 3053, Australie Tél: +61 3 9289 9444 E-mail: enquire@oxfam.org.au www.oxfam.org.au</p>	<p>Intermón Oxfam (Espagne) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelone, Espagne Tél: +34 902 330 331 E-mail: info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org</p>
<p>Oxfam-in-Belgium Rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles Belgique Tél: +32 2 501 6700 E-mail: oxfamsol@oxfamsol.be www.oxfamsol.be</p>	<p>Oxfam Ireland Bureau de Dublin, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Irlande Tel: +353 1 635 0422 Bureau de Belfast, 115 North St, Belfast BT1 1ND, Royaume-Uni Tél: +44 28 9023 0220 E-mail: info@oxfamireland.org www.oxfamireland.org</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tél: +1 613 237 5236 E-mail: info@oxfam.ca www.oxfam.ca</p>	<p>Oxfam New Zealand PO Box 68357, Auckland 1145, Nouvelle Zélande Tél: +64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) E-mail: oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz</p>
<p>Oxfam France - Agir ici 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tél: +33 1 56 98 24 40 E-mail: info@oxfamfrance.org www.oxfamfrance.org</p>	<p>Oxfam Novib (Pays Bas) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, La Haye, Pays Bas Tél: +31 70 342 1621 E-mail: info@oxfamnovib.nl www.oxfamnovib.nl</p>
<p>Oxfam Germany Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Allemagne Tél: +49 30 428 50621 E-mail: info@oxfam.de www.oxfam.de</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montréal, Québec, H3J 2Y2, Canada Tél: +1 514 937 1614 E-mail: info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca</p>
<p>Oxfam GB Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni Tél: +44 1865 473727 E-mail: enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk</p>	

Secrétariat d'Oxfam International: Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, Royaume-Uni
Tél: +44 1865 339100. E-mail: information@oxfaminternational.org. Site Web: www.oxfam.org

Bureaux de plaidoyer Oxfam International:

E-mail: advocacy@oxfaminternational.org

Washington: 1100 15th St., NW, Suite 600, Washington DC 20005-1759, Etats-Unis

Tél: + 1 202 496 1170

Brussels: Rue Philippe le Bon 15, 1000 Bruxelles, Belgique

Tél: + 32 2 502 19 41

Geneva: 15 Rue des Savoises, 1205 Genève, Suisse

Tél: + 41 22 321 2371

New York: 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, Etats-Unis

Tél: + 1 212 687 2091

Organisations liées a Oxfam. Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International:

Oxfam Japan Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japon

Tél: +81 3 3834 1556. E-mail: info@oxfam.jp Site Web: www.oxfam.jp

Oxfam India - 2nd floor, Plot No.1, Community Centre (Sujan Mohinder Hospital), New Delhi, Inde

tél: +91 (0) 11 4653 8000, fax: +91 (0) 11 4653 8099, Email: delhi@oxfamindia.org,
site Web: www.oxfamindia.org

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep Via Masaccio, 6/A 52100 Arezzo, Italia, Tél: +39 0575 907826,
Fax: +39 0575 909819, Email: ucodep-oi@oxfaminternational.org, Site web: <http://www.ucodep.org>

Membre observateur d'Oxfam. L'organisation suivante, actuellement membre observateur d'Oxfam International, travaille vers une possible affiliation complète:

Fundación Rostros y Voces (México) Alabama 105, Colonia. Nápoles, Delegación Benito Juárez, C.P. 03810 Mexique, D.F.
Tél:/Fax: +52 55 687 3002. E-mail: comunicacion@rostrosyvoces.org Site Web: www.rostrosyvoces.org